

# *Curriculum Vitae*

## **Coralie RICHAUD**

Née le 27 décembre 1985 à Valréas (Vaucluse)

Maître de conférence en droit public

CERCOP – Université de Montpellier

### **CURSUS UNIVERSITAIRE**

---

**2024- ...** : Maître de conférences en Droit public à l'Université de Montpellier - CERCOP

**2017 - 2024** : Maître de conférences en Droit public à l'Université de Limoges - OMIJ

**2016** : Qualification aux fonctions de Maître de conférences (section 02 Droit Public)

**2015** : Doctorat en droit public, Université de Montpellier (CERCOP).

Sujet de thèse : ***Le précédent dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel***, soutenue le 7 février 2015. Directeur de thèse : M. Dominique Rousseau, Professeur à l'Université Paris 1– Panthéon Sorbonne. Mention : « Très honorable avec les félicitations du jury » et proposition de publication. Distinction : Thèse primée Accessit par la Fondation Universitaire Varenne.

**2016** : Thèse primée Accessit par la Fondation Universitaire Varenne.

**2014** : Lauréate du Prix Guy Carcassonne du meilleur article en droit constitutionnel, « Vers un citoyen 2.0 ? », *Le Monde*, 5 juin 2014, p.19.

**2014** : Lauréate du concours « Ma thèse en 180 secondes », Université Montpellier I (CERCOP)

**2008** : Master 2 Droit public général parcours droit constitutionnel – Université de Montpellier

**2007** : Master 1 Droit public – De Montfort University – UK

**2006** : Licence en droit public – Université de Montpellier

### **PUBLICATIONS**

---

#### **– Thèse**

***Le précédent dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel***, thèse dact., Montpellier, 7 février 2015, 510p.

## – Ouvrage

*Le précédent dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, Institut Universitaire Varenne, Dominique Rousseau (préface), Nicole Maestracci (avant-propos), Collection « Thèses », n°135, 2016, 484 p.

## – Chapitres d'ouvrage

1. « Penser la représentation des réseaux sociaux », in *Anatomie et fonctions des corps intermédiaires. Etude d'une collaboration des contre-pouvoirs*, Marie Cretin-Sombardier et Claire Saunier (dir.), Dalloz, 2025, p.132.
2. « Les contentieux stratégiques devant le Conseil constitutionnel », in *Les contentieux stratégiques*, Caroline Boyer-Capelle et Emilie Chevalier (dir.), LexisNexis, 2024, p. X.
3. « Les données de santé versus les applications santé », in *Données et technologies numériques. Approches juridique, scientifique et éthique*, Nathalie Nevejans (dir.), Mare & Martin, 2021, p.277.
4. « La jurisprudence du Conseil constitutionnel est-elle perméable à une lecture algorithmique ? », in *Constitution et Démocratie. Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique Rousseau*, Lextenso, 2020, p.199.
5. « La suspension des délais de traitement des QPC : une urgence qui pouvait attendre », in *La crise de la Covid-19. Comment maintenir l'action publique ?*, Hélène Pauliat et Séverine Nadaud (dir.), LexisNexis, 2020, p. 315.
6. « L'impact des algorithmes sur la rédaction des décisions de justice », in *Comment rédiger une décision de justice au XXIème siècle ?*, F. Malhière (dir.), Dalloz, 2018, p. 83.
7. « La communication de la Cour suprême américaine », (article co-écrit avec Mme Fanny Malhière, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne), *AJJC*, vol. XXXIII, 2017, pp.45-52.
8. « Les réseaux sociaux, nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? » in *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?*, Eric Sales (dir.), Institut Universitaire Varenne, 2018, p. 59.
9. « La liberté d'expression sur les réseaux sociaux : appauvrissement ou renouvellement ? », in *La liberté d'expression*, Actes du colloque de l'Ecole doctorale 461, Publication de la Faculté de droit et de science politique de Montpellier, Coll. Actes de colloque, 2016, pp. 45-57.

## – Articles

1. « L'obsolescence programmée du délit d'entrave à l'IVG dans le numérique », *Questions constitutionnelles. Revue de droit constitutionnel*, 2024
2. « Le rôle des requérants dans la formation d'une doctrine économique des juges », *RFDA*, 2024, n°4, p.666.

3. « Libre arbitre et intelligence artificielle : le spectre de la justice prédictive », in *Le défi transhumaniste*, Eric Sales (dir.), *Questions constitutionnelles, Revue de droit constitutionnel*, 2024.
4. « Et si la prochaine élection avait lieu dans le Métaverse ? », *Questions constitutionnelles, Revue de droit constitutionnel*, 2 octobre 2023.
5. « Précédent jurisprudentiel et longévité constitutionnelle », *Questions constitutionnelles, Revue de droit constitutionnel*, 23 septembre 2023.
6. « Les entreprises face à la QPC », *RDP*, 1<sup>er</sup> mars 2022, n°2, p.539.
7. « Réflexions dans l'urgence sur la constitutionnalité de l'extension du « passe sanitaire ». Libres propos, *La semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales*, 26 juillet 2021, n°30-34, p.1.
8. « Les réseaux sociaux, nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, 1 octobre 2017, n°57, p. 29.
9. « La QPC à l'épreuve du contentieux électoral », *Constitutions*, 2015, p.277-280.
10. « Contrôle *a priori* versus contrôle *a posteriori* », *Revue Administrative*, 2011, n°385, pp. 14-21.

#### – Commentaires et projets de recherche

##### *Chronique de jurisprudence QPC à la Gazette du Palais*

1. « Quand le refus du droit de se taire fait parler ! », *GP*, à paraître, 2025.
2. « Enterprise de démoralisation de l'armée : les précisions du Conseil constitutionnel », *GP*, 2025, n°18, p.5
3. « Dossier médical partagé : à quand un droit à l'autodétermination informationnelle ? », *GP*, 12 décembre 2024, n°40, p. 9
4. « Dignité humaine et garde à vue : la conformité sous réserve du Conseil constitutionnel », *GP*, 5 décembre 2023, n°40, p.6.
5. « Quand Wish exauce le vœu de Bercy : du déréférencement au re-référencement épilogue d'une saga politico-judiciaire presque passée inaperçue », *GP*, 30 mai 2023, n°18, p.10.
6. « Données de connexion dans le cadre d'une enquête de flagrance : c'est donné ! », *GP*, 6 décembre 2022, n°40, p.10.
7. « Requalification de l'électorat aux élections professionnelles : « c'est qui le patron ? » », *GP*, 24 mai 2022, n°18, p.5.
8. « L'accès aux données médicales, c'est pas automatique ! », *GP*, 9 novembre 2021, n°39, p.31.
9. « L'encerclement de la liberté de manifestation », *GP*, 29 juin 2021, n°24, p.31.
10. « Plus noir dans la nuit – à propos de la censure du Conseil constitutionnel sur les allocations réparant les atteintes aux droits des mineurs licenciés lors des grèves de 1948 et 1952 », *GP*, 10 novembre 2020, n°39, p. 33.
11. « Parcoursup et la communicabilité des algorithmes locaux : le « oui si » du Conseil constitutionnel », *GP*, 30 juin 2020, n°24, p.35.

12. « Sanction du donneur d'ordre en cas de travail dissimulé du cocontractant, la conformité constitutionnelle », *GP*, 26 novembre 2019, n°41, p.29.
13. « Levée de doute (ou presque) au Conseil constitutionnel », *GP*, 16 juillet 2019, n°26, p.36.
14. « Pénalisation des clients de personnes se livrant à la prostitution : la schizophrénie juridique », *GP*, 12 mars 2019, n°10, p.30.
15. « Le délit d'apologie des crimes terroristes : la conformité validée par le Conseil constitutionnel », *GP*, 20 novembre 2018, n°334, t2, p. 36.
16. « Code PIN et garde à vue : analyse d'une décision cryptée », *GP*, 3 juillet 2018, n°24, p. 32.
17. « Dites-moi quel site vous consultez, je vous dirai qui vous êtes ! », *GP*, 13 mars 2018, n° 10, p.37.
18. « La protection de la vie privée sous surveillance du Conseil constitutionnel », *GP*, 12 décembre 2017, n°43, p. 26.
19. « L'autorité des réserves d'interprétation s'applique aux dispositions analogues », *GP*, 4 juillet 2017, n° 25, p. 35.
20. « Assignations à résidence au long cours et censure partielle du Conseil constitutionnel », *GP*, 4 juillet 2017, n°25, p. 36.
21. « Contrôle au « faciès », ce que le Conseil constitutionnel en dit », *GP*, 14 mars 2017, n°11, p. 35.
22. « Conservation des données informatiques saisies n'ayant pas conduit à la constatation d'une infraction : la censure du Conseil constitutionnel », *GP*, 14 mars 2017, n°11, p. 34.
23. « Quand le Conseil surveille la surveillance et le contrôle des transmissions empruntant la voie Hertzienne », *GP*, 6 décembre 2016, n°43, p.42.
24. « Les perquisitions administratives ordonnées entre le 14 et le 20 novembre 2015 sont contraires à la Constitution », *GP*, 6 décembre 2016, n°43, p. 42.
25. « La prohibition des pratiques anticoncurrentielles comme composante de l'ordre public économique », *GP*, 5 juillet 2016, n°25, p. 30.
26. « Un décret-loi est une disposition législative au sens de l'article 61-1 de la Constitution », *GP*, 5 juillet 2016, n°25, p.28.
27. « L'audience : un critère de la représentativité patronale conforme à la Constitution », *GP*, 5 juillet 2016, n°25, p. 29.
28. « QPC relatives à l'état d'urgence : les limites d'une jurisprudence normale appliquée à un régime d'exception », *GP*, 29 mars 2016, n°13, p. 32.
29. « QPC Liberté d'entreprendre », *GP*, 29 mars 2016, n°13, p.36.

*Chronique « Sites Internet et revues électroniques » à la revue Constitutions*

1. « Sites Internet et revues électroniques », *Constitutions*, n°4, février 2020, p.238.
2. « Sites Internet et revues électroniques », *Constitutions*, n°3, 4 décembre 2019, p.433.
3. « Sites Internet et revues électroniques », *Constitutions*, n°2, 19 août 2019, p. 297.

### *Articles parus dans la presse*

1. Interview pour l'article « Retraites : les oppositions forment une stratégie sur le risque constitutionnel », *Médiapart*, Emmanuel Jardinaud, 13 février 2020.
2. « Les réseaux sociaux sont-ils des ascenseurs contestataires ? », *Hebdo le 1*, n°232, 16 janvier 2019, p.3.
3. « Données personnelles : la schizophrénie citoyenne », Article lauréat du Prix Guy Carcassonne, *Le Monde*, 5 juin 2014, p.19.

### *Projets de recherche*

#### *Projet achevé :*

- Projet QPC2020 du Conseil constitutionnel – Projet « **QPC et économie** » sous la direction des Professeurs Pierre-Yves Gahdoun et Guylain Clamour (Université de Montpellier).

#### **Contributions individuelles :**

- « Les catégories d'entreprises dans les décisions QPC en matière économique »
- « La spécificité des acteurs de la QPC en matière économique »

#### *Projet en cours de réalisation :*

- Projet de recherche sur les « Univers technologiques » – en co-direction avec M. Eric Sales, Maître de conférences HDR – Université de Montpellier – CERCOP.

#### **– Communications**

#### *Avec actes*

1. « La démocratie continue à l'épreuve d'internet et des réseaux sociaux », communication à venir au colloque « 30 ans après, la démocratie continue-t-elle son chemin ? », sous la direction des professeurs Jordane Arlettaz et Alexandre Viala à l'Université de Montpellier, 5 décembre 2025.
2. « Le rôle des requérants dans la formation d'une doctrine économique des juges », communication au colloque « Une « doctrine économique » des juges français ? » sous la direction des Professeurs Marion Ubaud-Bergeron et François Blanc à l'Université Paris II Panthéon-Assas le 23 et 24 novembre 2024.
3. « Les réseaux sociaux : un intermédiaire de la contestation », communication au colloque « Anatomie et fonctions des corps intermédiaires. Étude d'une collaboration des contre-pouvoirs » sous la direction de Mesdames Marie Cretin-Sombardier et Claire Saunier à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC) le 20 octobre 2023.
4. « Libre arbitre et intelligence artificielle : le spectre de la justice prédictive », Communication au colloque « Le défi transhumaniste Aspects philosophique, juridique et politique » sous la direction du Professeur Alexandre Viala et de Monsieur Éric Sales les 16 et 17 avril 2020 à l'Université de Tunis.

5. « Les données de santé *versus* les applications santé », Communication au colloque international transdisciplinaire « Les données et leurs usages dans les nouvelles technologies : approche transdisciplinaire » sous la direction de Mme Nathalie Nevejans les 17 et 18 octobre 2019 à Université d'Artois.
6. « L'impact des algorithmes sur la rédaction des décisions de justice », Communication au colloque « Comment rédiger une décision de justice au XXIème siècle ? », organisé par Madame Fanny Malhière le 16 juin 2017 à l'Université de Bourgogne.
7. « Les réseaux sociaux, nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », Communication à la journée d'études décentralisée de l'AFDC à Montpellier « Le numérique au service du renouvellement de la politique ? » sous la direction de Monsieur Éric Sales le 4 novembre 2016 à l'Université de Montpellier.
8. « La liberté d'expression sur les réseaux sociaux : appauvrissement ou renouvellement ? », Communication au colloque de l'École Doctorale de l'Université de Montpellier organisé le 18 juin 2015 sur « La liberté d'expression ».

*Sans actes*

1. « L'impact des réseaux sociaux dans les transitions démocratiques », Communication au colloque sur « La grande transition et les territoires », Société française de prospective, 21 juin 2019, sous la direction de Jean-Eric Aubert, Christine Arifat et Jacques Theys.
2. « Représentants politiques, réseaux sociaux et nouvelles technologies : vers un contrat social individualisé ? », Communication au colloque interdisciplinaire sur « La vie privée des responsables publics », Faculté de Droit, Université d'Amiens, 6 et 7 février 2019, sous la direction du Professeur Charles-Édouard Sénac.
3. « La notion de peine en droit constitutionnel français », Communication au colloque sur « L'individualisation des sanctions pénales en droit français et roumain », Projet Brancusi – PNCDI III – P3 – 3.1 (SCFRDSP), Faculté de Droit, Université de Bucarest, 12 octobre 2017, sous la direction de Madame Anne Ponselle.
4. « La citoyenneté numérique », Communication au colloque sur « L'état des lieux sur la citoyenneté » organisé à l'Université de Nantes le 31 mars 2017 sous la direction du Professeur Félicien Lemaire.
5. « Le précédent dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », Communication à la journée des jeunes chercheurs en sources du droit à l'Université de Saint-Etienne le 30 juin 2016.